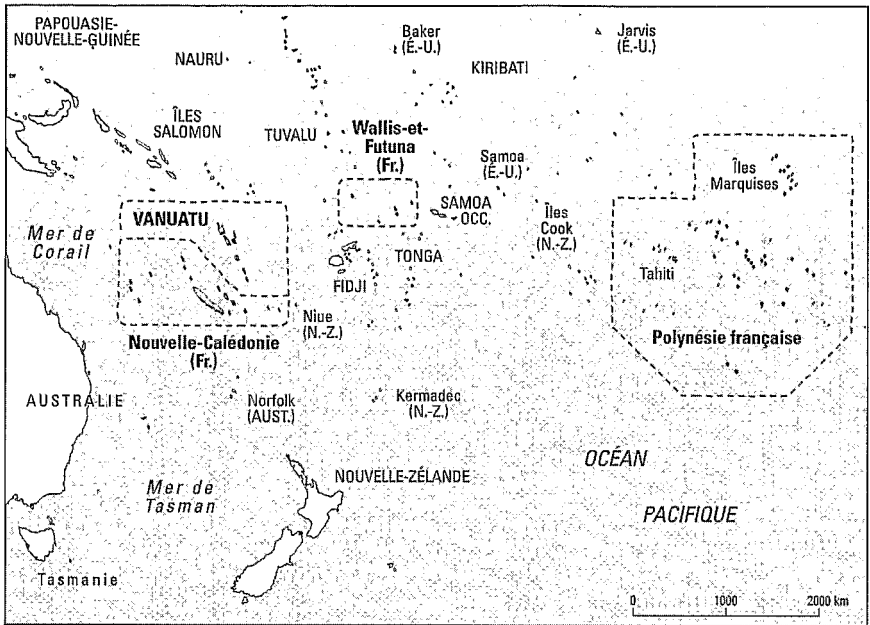


PACIFIQUE SUD



Parmi tous les groupements insulaires qui composent l'Océanie, quatre sont partiellement francophones : ce sont la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française, Wallis-et-Futuna ainsi que Vanuatu.

Les trois premiers archipels sont des territoires d'outre-mer de la France, et le français y est la langue officielle. On y parle également les langues mélanésiennes ou polynésiennes.

Vanuatu (autrefois condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides) est indépendant depuis 1980; le français, l'anglais et le bichelamar sont les langues officielles de cet État, qui participe aux Sommets de la Francophonie.

L'Australie et la Nouvelle-Zélande sont deux États indépendants où le français a été pendant longtemps langue seconde. Aujourd'hui, en concurrence, entre autres, avec des langues asiatiques, le français est largement enseigné dans le secondaire et à l'université.

On peut consulter :

- ANTHEAUME B. et J. BONNE MAISON, *Atlas des îles et États du Pacifique Sud*, Paris, Reclus/Publisud, 1988.
- BENSA A., *Nouvelle-Calédonie, un paradis dans la tourmente*, Paris, Gallimard, 1990.
- CHESNEAUX J. et N. MACLELLAN, *La France dans le Pacifique. De Bougainville à Moruroa*, Paris, La Découverte, 1992.
- CORDONNIER I., *La France dans le Pacifique sud, Approche géostratégique*, Paris, Publisud, 1995.
- JOST C., P. LE BOURDIEC, F. ANGLEVIEL, *Géo-Pacifique. Des espaces français*, Nouméa, GÉOPACIFIQUE/UFP/CTRDP, 1994, 295 p., cartes, fig.
- VIGNERON Emmanuel, *La Polynésie française*, Paris, PUF (Coll. Que sais-je?), 1995, 127 p.
- La politique mélanésienne Steal Blong Vanuatu*, édité par Howard Van Trease, traduit par Michelle Crow, McMillan Brown Centre for Pacific Studies, University of Canterbury, and Institute of Pacific Studies, University of the South Pacific, 1995.

PACIFIQUE

	Nouvelle-Calédonie ¹	Polynésie française ¹	Wallis-et-Futuna ¹	Vanuatu
Nom officiel				République du Vanuatu
Capitale	Nouméa	Papeete	Mata-Utu	Port-Vila
Superficie (km²)	19 058	3 521	142	14 763
Régime politique	voir France	voir France	voir France	République
Chef d'État	Jacques Chirac	Jacques Chirac	Jacques Chirac	Jean-Marie Leye
Entrée en fonction	17-05-1995	17-05-1995	17-05-1995	02-03-1994
Prédécesseur	François Mitterrand	François Mitterrand	François Mitterrand	Fred Timakata
Chef du gouvernement	Alain Juppé	Alain Juppé	Alain Juppé	Serge Vohor
Entrée en fonction	17-05-1995	17-05-1995	17-05-1995	30-09-1996
Prédécesseur	Édouard Balladur	Édouard Balladur	Édouard Balladur	Maxime Carlot
Langues officielles	Français	Français	Français	Français, anglais
Autres langues	Langues mélanésiennes, wallisien, javanais, tahitien	Tahitien, marquisien, tuamotuan, dialectes chinois	Wallisien, futunien	Bichelamar, langues mélanésiennes
Principales religions en % de la population	Christianisme (90) animisme (5) islam (4)	Christianisme	Christianisme	Christianisme, animisme
Population	184 000	210 000	15 000	168 000
Moins de 15 ans en %	32,6	36(1988)	41,9 (1990)	44,5
Plus de 60 ans en %	4,5	5	7,2	4,3
Indice de fécondité	3	3,3	n.d.	4,5
Espérance de vie H/F	66,8/72,5	68/71	67/70	65/68
Alphabétisation en %	57,9	95	48,9	52,9
IDH (rang/174)²	voir France	voir France	voir France	119
PNB (en millions)	2 100 ³	2 200 ³	50 ³	200
PNB/habitant	11 413 ⁴	10 476 ⁴	3 333 ⁴	1 190
Monnaie⁵	Franc CFP	Franc CFP	Franc CFP	le vatu
FF	0,050000	0,050000	0,050000	0,047127
\$ US	0,009605	0,009605	0,009605	0,009051
Principales exportations	Nickel, fonte brute, métaux non ferreux	Produits issus de la noix de coco, perles	Copra, artisanat	Copra, poisson, viande
Principales importations	Produits pétroliers, produits alimentaires, voitures	Produits pétroliers, produits alimentaires, voitures	Produits alimentaires, produits manufacturés, produits pétroliers	Produits alimentaires, machineries, équipements de transport
Principaux partenaires commerciaux	France, Japon, États-Unis, Australie	Australie, France, États-Unis, Japon, Nouvelle-Zélande	France, Australie, Nouvelle-Zélande	Australie, Japon, France, Nouvelle-Zélande

1. Territoire français d'outre-mer (TOM).

2. Indice de développement humain, mesure de classement des pays utilisée par l'ONU.

3. Il s'agit ici du produit intérieur brut (PIB) comme pour tous les autres pays membres de l'OCDE.

4. Produit intérieur brut par habitant (PIB/hab.).

5. Taux au 5 décembre 1996, donné à titre indicatif.

ZONE PACIFIQUE

Dominique JOUVE, Université française du Pacifique
Centre universitaire de Nouvelle-Calédonie
François SODTER
ORSTOM, Centre de recherche d'Ile-de-France

avec la collaboration de
Christian JOST, Université française du Pacifique
Centre universitaire de Nouvelle-Calédonie

NOUVELLE-CALÉDONIE

Les caprices météorologiques ont ravi la vedette aux négociations sur l'avenir du territoire. Un cyclone extrêmement destructeur, à la fois par la force des vents et par l'importance des inondations, s'est abattu sur la Grande Terre, du nord au sud, à la fin du mois de mars. Il a fallu trois mois pour reconstruire l'équilibre alimentaire sur la côte est. Un grand mouvement de solidarité s'est organisé à Nouméa et dans ses environs relativement moins touchés; il a culminé par un concert qui a réuni pendant une journée 11 000 personnes de toutes ethnies.

LA VIE POLITIQUE

L'année 1996 est une année à surprises, avec de nombreux coups de théâtre. Au Congrès, des mois de polémiques sur le statut des attachés se sont soldés finalement par un accord en septembre, mais le fonctionnement du Congrès avait été bloqué en mars par les groupes UNCT (Une Nouvelle-Calédonie pour tous) et FLNKS (Front de libération nationale kanak socialiste). Du côté des îles Loyauté, un conflit de plusieurs mois (à l'occasion de mutations de fonctionnaires de la province des Îles) a opposé la coalition au pouvoir, composée du LKS (Libération kanak socialiste) de Nidoish Hnaisseline, du RPCR (Rassemblement pour la Calédonie dans la République) de Simon Loueckote et du parti du Cono Hamu, au FLNKS, mené par l'ancien président de cette province, Richard Kaloï, soutenu par l'USTKE (Union des

Fonds Documentaire ORSTOM



010009107

Fonds Documentaire ORSTOM

Cote: Bx 9107 Ex: 1

NOUVELLE- CALÉDONIE

QUELQUES POINTS DE REPÈRE

Géographie

- Île mélanésienne (10 fois la Guadeloupe, 2 fois la Corse). Relief escarpé. Riches gisements de nickel.
- Le territoire regroupe les îles Loyauté et l'île des Pins.

Histoire

- 1774 Arrivée de J. Cook dans l'île peuplée par les Canaques (ou Kanaks).
- 1853 Rattachement à la France.
- 1864-1896 L'île est transformée en pénitencier. Travaux forcés dans les plantations et les mines de nickel.
- 1879 Insurrection canaque.
- 1884 Gouvernement civil.
- 1946 Statut de territoire d'outre-mer.
- 1984-1985 Troubles indépendantistes.
- 1988 Les accords de Matignon, approuvés par référendum, prévoient l'autonomie pour 1998.
- 1989 Assassinats de deux chefs du Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS), Jean-Marie Tjibaou et Yeiwéné Yeiwéné.
- 1995 Élections provinciales. Les deux partis traditionnels, FLNKS et RPCR (Rassemblement pour la Calédonie dans la République), perdent des sièges au profit de nouvelles formations.

À noter

- Le Nord est à majorité canaque, le Sud avec Nouméa, à majorité française.

syndicats des travailleurs kanak et exploités) et certains chefs coutumiers de Lifou. Blocage des aéroports, des locaux de l'institution provinciale, interventions des chefs coutumiers, coup de force nocturne, rien n'a manqué pour que la situation soit explosive et pose avec acuité le problème de l'entrée du monde coutumier dans la vie politique moderne.

Quant à la préparation du référendum de 1998, la première question qui a polarisé l'attention était de savoir qui participerait aux discussions. L'UNCT (parti de Didier Leroux), malgré l'appui du FLNKS et des promesses de l'État, s'est vue écartée du débat, limité de fait aux membres habituels du comité de suivi réunissant les "pères fondateurs" des accords de Matignon: État, FLNKS, RPCR. Il semblait se dessiner un accord de ces trois forces autour de la proposition d'une solution consensuelle, et on discutait déjà du calendrier de la modification constitutionnelle nécessaire pour transformer le référendum en une ratification de ce consensus. La divulgation – peut-être prématurée, ou peut-être exploitée – d'un document de discussion interne (Jacques Lafleur a assumé la responsabilité de sa publication dans le quotidien *Le Figaro*) a révélé des dis

Pour en savoir plus sur la colonisation de la Nouvelle-Calédonie :

SAUSSOL Alain, *L'Héritage, essai sur le problème foncier mélanésien en Nouvelle-Calédonie*, Paris, Publication de la Société des Océanistes, n° 40, 1979.

MERLE Isabelle, *Expériences coloniales, La Nouvelle-Calédonie (1853-1920)*, Paris, Belin, 1995, 479 pages.

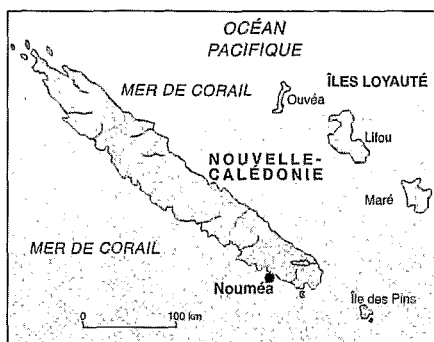
. sur la vie quotidienne dans la colonie :

SÉNÈS Jacqueline, *La Vie quotidienne en Nouvelle-Calédonie de 1850 à nos jours*, Paris, Hachette, 1985, 363 pages.

. sur les mouvements indépendantistes :

BENSA A., "L'image brouillée de la cause indépendantiste en Nouvelle-Calédonie", *Le Monde diplomatique*, Paris, février 1996.

sensions de fond. La délégation FLNKS a écourté son séjour en Europe pour se présenter devant ses militants, qui ont mis fin à certains mandats. Le FLNKS a décidé de ne plus discuter qu'avec l'État, dans un premier temps. Il a fallu attendre la visite du ministre français de l'Outre-mer à Nouméa en juillet pour que se renoue le fil du dialogue. Une seconde visite de J.-J. de Peretti à la fin du mois d'août a confirmé l'accord de l'État pour la création d'une usine de traitement de nickel dans la province nord et pour "un geste symbolique fort".



La tension monte en cette fin d'année à propos de deux thèmes à dimension hautement symbolique : le problème du patrimoine foncier et celui de l'immigration.

La province nord, pour assurer la rentabilité de l'usine à construire sur son sol, réclame le domaine foncier de Tiébaghi (à l'extrême nord de la Grande Terre), actuellement propriété de la société Le Nickel et d'Eramet. Celui-ci sera-t-il rétrocédé à la Société minière du Sud Pacifique (aux mains de la province Nord) à titre de compensation pour la prise de possession en 1853 et la colonisation? Pour appuyer cette revendication, les mines ont été bloquées le lundi 29 octobre à l'appel du FLNKS.

Les résultats du recensement d'avril 1996 ont montré un recul de la proportion des Mélanésiens (44,1% au lieu de 44,8% en 1989, voir le tableau ci-joint). Le FLNKS et l'USTKE demandent au Congrès de proposer au Parlement d'adopter une législation stricte en matière d'immigration afin que *le peuple kanak ne soit pas mis en minorité sur sa propre terre*. Ce problème est lié à celui de l'emploi. L'année 1996 aura vu croître la tension autour des embauches de métropolitains. La protection de l'emploi local, dont la motivation avouée est l'angoisse quant à l'avenir des jeunes qui se présentent sur le marché de l'emploi (3 000 par an, contre 1 000 emplois offerts) est un thème de mobilisation prioritaire de l'USTKE, repris dans une manifestation organisée par le FLNKS le 29 octobre.

Le dernier trimestre 1996 est donc marqué par une tension certaine, à mesure que l'échéance du référendum se rapproche.

ÉCONOMIE

La vie économique est sans surprise, mis à part les aléas météorologiques. Toujours dépendante du cours mondial du nickel, elle est soumise aux incertitudes liées à la découverte, dans le Grand-Nord canadien, d'un nouveau gisement très prometteur appartenant au groupe INCO, qui étudiait en 1996 une possibilité d'implantation en province Sud. Un accord vient d'être cependant trouvé pour une fixation trimestrielle des cours du nickel lors de la dernière rencontre avec les fondeurs japonais. La faillite du Sea

Répartition de la population de Nouvelle-Calédonie
par communauté d'appartenance

Communautés d'appartenances	1983	Effectifs 1989	1996	Part 1996
Européens	53 974	55 085	67 151	34,10%
Indonésiens	5 319	5 191	5 003	2,50%
Mélanésiens	61 870	73 598	86 788	44,10%
Ni-Vanuatu	1 212	1 683	2 244	1,10%
Tahitiens	5 570	4 750	5 171	2,60%
Vietnamiens	2 381	2 461	2 822	1,40%
Wallisiens, Futuniens	12 174	14 186	17 763	9,00%
Autres Asiatiques (*)	-	642	856	0,40%
Autres (*)	2 868	5 716	6 829	3,50%
Non déclarés (*)	-	861	2 209	1,10%
ENSEMBLE	145 368	164 173	196 836	100,00%

Source : Extrait des résultats provisoires du recensement
présenté par l'INSEE et l'ITSEE

* Il n'est pas possible de différencier des communautés en 1983.

Le rapprochement des données des recensements de 1983 à 1996 fait apparaître une anomalie concernant la population européenne en 1989.

La croissance entre 1983 et 1989 de cette communauté, de l'ordre de 1 100 personnes est manifestement sous-estimée au regard de l'accroissement naturel présumé (solde des naissances et des décès) durant cette période.

En conséquence, il est difficile de tirer des conclusions pertinentes de la comparaison des parts relatives de chaque communauté dans les résultats des différents recensements.

Horse Ponton s'inscrit dans la crise du tourisme déjà mentionnée l'an passé. La diversification de la production agricole (cerf, squash, crevette) est encore timide, les résultats sont hésitants, quelquefois imputés à des tracasseries administratives ou au "syndrome 93" qui frappe les crevettes d'élevage. Soulignons également qu'une guerre sans merci oppose actuellement le groupe de distribution Casino (qui a racheté trois grandes surfaces à Nouméa) aux entreprises Continent et Ballande qui envisagent de s'unir pour résister. La longue et tumultueuse histoire de la desserte maritime des îles a touché peut-être à sa fin : un nouveau bateau, le catamaran Marie-Hélène, a effectué sa première rotation à la fin de septembre, sept mois après l'interruption du service du Président-Yeiwéné. Enfin, la société civile de Nouvelle-Calédonie, et plus particulièrement les corps de fonctionnaires, s'émeuvent de la contribution sociale de 1,75 % sur tous les salaires et avantages, retraites, revenus fonciers, prélevée à partir du premier janvier 1997, pour combler le déficit de la CAFAT (analogue de la Sécurité sociale en France). Cette vie économique en demi-teintes ne se reflète pas dans la vie culturelle, qui est remarquablement dynamique.

VIE CULTURELLE

En 1996, c'est d'abord une intégration croissante du territoire dans l'environnement océanien qui doit être notée. Au niveau sportif, Nouméa a accueilli pour la première fois le championnat du monde de Vaa (pirogue de course à balancier), avec la venue d'importantes délégations de tout le Pacifique.

La Nouvelle-Calédonie a été fortement représentée aux grandes fêtes qui ont marqué le cent cinquantième anniversaire de la fondation du séminaire de Lano, à Wallis. Ceci a contribué à resserrer les liens entre les deux territoires, liens confortés

par la visite du conseil coutumier de Walis en Nouvelle-Calédonie cette année.

Organisée comme tous les ans par l'ADCK (Agence de développement de la culture Kanak), la semaine musicale baptisée Pacific Tempo a permis à des groupes musicaux de Papouasie - Nouvelle-Guinée et d'Australie de se produire dans des concerts auxquels étaient associés des groupes de Kaneka. Tous se sont retrouvés dans le gigantesque "bœuf" qui a clôturé le concert de solidarité avec les sinistrés de Bété. À l'inverse, le groupe Mea Nebe, lauréat du concours Ea Kaneka en décembre 95, est parti en tournée en Australie. Musiciens, sculpteurs, peintres et troupe de théâtre ont été envoyés au Festival des arts du Pacifique d'Apia en septembre pour y représenter le territoire mais surtout pour échanger avec les artistes venus de tout le Pacifique.

La saison théâtrale, animée principalement par des spectacles de troupes d'amateurs, a été marquée par deux temps forts. D'abord, la présentation d'une pièce de Pierre Gope (dramaturge et poète de l'île de Maré) : *Où est le droit?* pose le douloureux problème du viol, au regard de son traitement différent par le tribunal coutumier et par la justice des "blancs". La compagnie Cebue animée par Pierre Gope a suivi un stage de travail dramatique et de mise en scène avec la troupe du théâtre Talipot, venu de la Réunion, et qui a présenté son spectacle *Mâ* pour la plus grande satisfaction des nombreux spectateurs.

Sous l'égide de l'ADCK, plusieurs expositions de peintures, sculptures et autres objets créatifs ont été proposées : art contemporain de Papouasie - Nouvelle-Guinée, arts des Torres Straits, grandes toiles récentes de Paula Boi et encore des travaux artistiques réalisés à partir de photos anciennes retirées sur tissu, que le cyclone Bété avaient endommagées lors de leur exposition à Hienghène. Le Musée ethnographique a présenté une exposition de photos de Kanak réalisées en studio au siècle dernier. L'ADCK a également participé à l'élaboration d'une exposition itinérante des arts du Vanuatu, tout en mettant sur pied plusieurs concerts de chants kanaks, en faisant avancer la réalisation du centre culturel Jean-Marie Tjibaou, et en assurant la parution de la revue Mwa Vée, qui semble s'orienter vers une vision pluriculturelle, ou même métisse, de la Nouvelle-Calédonie.

La revue *Études mélanésiennes* a connu cette année un regain d'activité avec la parution du numéro 30 (il n'y en avait plus eu depuis le n° 29, 1992-1994), tandis que la Société d'études historiques de Nouvelle-Calédonie continue d'assurer la publication régulière de son bulletin.

Les éditions du Niaouli, qui avaient publié en décembre 1995 un recueil de nouvelles de Claudine Jacques *Nos silences sont si fragiles*, ont distribué aux intellectuels calédoniens un questionnaire sur l'avenir du territoire. Les réflexions de ceux qui y ont répondu sont recueillies dans *Notre pays demain*, ouvrage assez représentatif des idées répandues, mais qui laisse quelque peu sur leur faim les lecteurs en quête de pensée originale et novatrice.

Les éditions Grain de Sable ont pu expérimenter une formule originale, puisque la compagnie aérienne Corsair a offert à ses clients au départ de Nouméa pendant un mois un texte inédit de cette leçon de Louise Michel *Aux amis d'Europe. Légendes et chansons de gestes canaques*. Grain de Sable a représenté, cette année encore, la Calédonie au Salon du livre de l'Outre-mer; Déwé Gorodé, auteur phare de cette maison, y a présenté ses deux derniers livres où semble se dessiner la gestation d'une œuvre de premier ordre. Le dynamisme culturel s'illustre également par la création de la première association d'écrivains calédoniens, présidée par Nicolas Kurtovitch, et d'une émission de télévision mensuelle (RFO.1) "*Paroles calédoniennes*". Enfin, le mois de novembre a vu l'attribution des prix de poésie par l'association Orphée et se clôturera par la parution des deux premiers ouvrages de l'édition savante complète des œuvres de Jean Mariotti, sous la responsabilité de l'Université française du Pacifique.

Comme chaque année, l'association Marguerite présente en novembre son spectacle son et lumière au fort Teremba (à quelque 140 kilomètres de Nouméa). C'est un spectacle cher au cœur des Calédoniens qui revivent leur propre histoire soit comme acteurs ou figurants, soit comme jurés dans le public; mais le spectacle ne se prive pas d'illusions à l'actualité, donnant ainsi une image du creuset identitaire calédonien, tendu entre un passé progressivement mis à jour et accepté, et un avenir envisagé au-delà de la date butoir de 1998; le temps change, les temps changent en Nouvelle-Calédonie.

POLYNÉSIE FRANÇAISE

Si les cyclones ont épargné cette année la Polynésie française, le territoire a été victime en juillet d'une houle extrêmement forte – on parle de plus de six mètres d'amplitude – qui a causé des dégâts considérables à certains atolls et aux zones basses des îles de la Société.

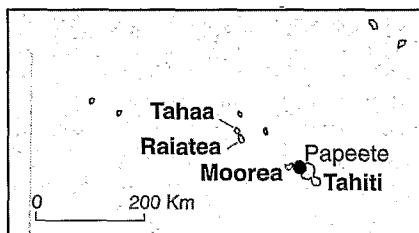
POLITIQUE

L'année 1996 constitue une étape importante de l'histoire de la Polynésie française avec l'arrêt définitif des expérimentations nucléaires et avec l'adoption par le Parlement français d'un nouveau statut institutionnel pour le territoire.

Fin janvier, deux jours après le 6^e essai nucléaire de la campagne de tirs commencée en septembre 1995, le président Jacques Chirac a annoncé l'arrêt définitif des essais français. Cette décision a permis une amélioration très nette des relations entre la France et les pays du Pacifique Sud. Dès la fin mars, le président du gouvernement territorial de Polynésie, Gaston Flosse, signait, au nom de la France et du président Jacques Chirac, les protocoles du traité de Rarotonga établissant une zone exempte d'armes nucléaires dans le Pacifique Sud.

Discutée par les députés et les sénateurs au cours des mois de janvier et de février, la loi organique modifiant le statut de la Polynésie et accordant des compétences nettement accrues au territoire a été adoptée en commission mixte paritaire le 14 mars. Les députés avaient été amenés à réduire les prétentions de Gaston Flosse et de l'Assemblée territoriale qui avaient en particulier demandé la suppression du contrôle des délibérations de l'Assemblée par le tribunal administratif de Papeete. Ce texte a été partiellement censuré par le Conseil constitutionnel début avril sur des points pouvant porter atteinte aux libertés publiques. Le Conseil a par ailleurs tenu à rappeler que la possibilité d'utiliser les langues polynésiennes n'abolissait pas le principe inscrit dans la Constitution selon lequel *le français est la langue de la République*.

Le statut d'autonomie interne de la Polynésie française est entré en vigueur le 23 avril.



Les élections pour le renouvellement de l'Assemblée territoriale, reportées au 12 mai pour se dérouler dans le cadre du nouveau statut, ont confirmé la bipolarisation du paysage politique polynésien. Les votes se sont concentrés sur les deux principaux camps dé-

fendant l'un l'autonomie, l'autre l'indépendance, au détriment des petites listes. Le *Tahoera'a Huiraatira* (le Rassemblement du peuple), présidé par Gaston Flosse, à l'origine du nouveau statut, l'emporte avec 38,73 % des voix, obtenant une majorité absolue (22 sièges sur 41) qu'il n'avait pas lors de la législature précédente. Le principal parti indépendantiste, le *Tavini Huiraatira* (le Serviteur du peuple) d'Oscar Temaru, arrive en second avec 24,77 % des voix et 10 sièges, progressant nettement par rapport aux élections territoriales de 1991 où ses 11,43 % de voix lui avaient donné 4 élus. Le *Tavini* avait été rejoint en début d'année par Alexandre Léontieff, qui fut président du gouvernement après avoir rompu avec Gaston Flosse.

Le 23 mai, Justin Arapari est élu à la présidence de l'Assemblée territoriale et le 25, Gaston Flosse est réélu à la présidence du gouvernement.

POLYNÉSIE FRANÇAISE

QUELQUES POINTS DE REPÈRE

Géographie

- Cinq archipels de 150 îles volcaniques ou coralliennes (îles de la Société, îles Australes, îles Marquises, îles Tuamotu et îles Gambier).
- Zone maritime la plus grande au monde (9 fois la France).

Histoire

- 1767 Arrivée de l'explorateur anglais S. Wallis.
- 1843 Protectorat français, devenant colonie en 1880, après l'abdication du roi Pomaré V.
- 1946 Territoire français d'outre-mer (TOM) qui deviendra le site d'essais nucléaires français.
- 1984 Élaboration d'un nouveau statut d'autonomie.
- 1996 Jacques Chirac, après une dernière série d'essais nucléaires en 1995, proclame la dénucléarisation du Pacifique sud (accords de Rarotonga, 1^{er} fév. 1996).

ÉCONOMIE

Afin de compenser les pertes d'activité et de revenu provoquées par la disparition des ententes Communauté européenne-Pacifique, le président Jacques Chirac, confirmant une promesse de 1995, s'est engagé à maintenir pendant dix ans des transferts financiers d'État de la France vers la Polynésie française. Le montant annuel de ces transferts destinés à assurer la reconversion économique du territoire sera de 990 millions de francs français. Une convention pour l'affectation de ces fonds a été signée entre l'État et le territoire en juillet dernier.

VIE CULTURELLE ET ARTISTIQUE

Les nombreuses festivités du *Heiva*, qui de la fin juin à la mi-août encadrent la commémoration de la fête nationale, constituent toujours le point d'orgue de l'année culturelle. Aux côtés des courses de pirogues, lancers de javelot traditionnel et démonstrations artisanales, la fête foraine attire pendant des semaines petits et grands. L'événement majeur est cependant les concours de danses et chants traditionnels où s'affrontent groupes professionnels ou amateurs des différents archipels. Cette année, le groupe

Heikura Nui a remporté pour la quatrième fois le concours de danse professionnel.

En juin avait eu lieu la 13^e Nuit des oscars de la chanson polynésienne *Heiva Upa rau*. L'attachement profond des Polynésiens pour leur culture ne les empêche pas d'apprécier les autres cultures. Plusieurs milliers de spectateurs ont ainsi assisté en juin à un concert du musicien jamaïcain de reggae Jimmy Cliff.

WALLIS-ET-FUTUNA

L'île basse d'Uvéea et ses quatorze îlots volcaniques ou coralliens de la Couronne lagonaire qui constituent Wallis et les îles hautes de Horn, Futuna et Alofi (inhabitées) sont les sommets de puissants monts océaniques émergeant au centre du Pacifique tropical austral, à la limite, pour Futuna, de deux plaques tectoniques. Distantes de 252 km, leur superficie terrestre, anciennement estimée à 255 km², s'est récemment vue réduite, par les nouvelles mesures satellitaires, à 142 km² (dont 77,5 km² pour Wallis, 45 km² pour Futuna et 19,5 km² pour Alofi).

Des îles aux marges du monde et du temps

WALLIS-ET-FUTUNA

QUELQUES POINTS DE REPÈRE

Géographie

► Archipel de deux îles au nord-est des Fidji.

Histoire

► 1767 Arrivée de l'explorateur anglais Samuel Wallis.

► 1886 Protectorat français.

► 1959 Territoire français d'outre-mer (TOM).

Wallis, et encore plus Futuna, sont aux limites et aux frontières d'un bout du monde. À quelques milles nautiques de la ligne de changement de date qui fait vivre et aussi voter la population avant tout autre Français sur la planète, à la limite des peuplements polynésiens mais tournées vers le monde mélanésien et la Nouvelle-Calédonie, en paradoxe avec la Constitution française qui co-régit deux royaumes à Futuna et un à Wallis, entre traditions bien vivaces et modernité naissante cohabitant avec l'omniprésente Église catholique, Wallis-et-Futuna restent aussi le pôle

médian du réseau linéaire francophone Pacifique qui s'étire de la Nouvelle-Calédonie, 2 000 km au sud-ouest, à Tahiti, 2 300 km plus à l'est. Elles se veulent et sont cependant bien différentes par leur histoire et leur évolution.

Futuna a été occupée par les Samoans, et influencée jusqu'à ce jour par leurs prêtres depuis l'assassinat du père Chanel en 1841, tandis que Wallis a été colonisée par les Tongiens et a fait partie de leur royaume. Les populations des deux îles sont encore culturellement et linguistiquement proches de celles des archipels qui les ont influencées, mais l'identité culturelle s'est aussi lentement pétrie des valeurs françaises et affirme depuis longtemps sa francophonie océane au sein d'un monde essentiellement anglophone. Associées à leur demande sous protectorat français depuis 1887 et territoire français d'outre-mer depuis 1961, les deux îles ont pourtant eu une évolution asynchrone. L'ouverture récente au monde occidental est un peu plus rapide à Wallis, dotée de l'aéroport international du territoire, qu'à Futuna qui n'a pour accès qu'une piste enherbée et le quai de bois de Leava, prochainement modernisé.

Un fonctionnement tripartite de la société

Basé sur la hiérarchie royale et nobiliaire de l'ancienne société polynésienne dans laquelle le changement de roi reste à tout moment possible, le mode de fonctionnement de la société relève encore du droit coutumier reconnu par l'État, du pouvoir de l'Église catholique qui a conservé l'enseignement primaire et de l'administration d'État qui supervise une Assemblée territoriale. L'année 1996 a été successivement marquée, en mai, par le 150^e anniversaire de la fondation par M^{gr} Bataillon, évêque d'Enos, du premier séminaire de Lano qui abrite aujourd'hui l'évêché et, en septembre, par la commémoration des 35 ans de statut territorial qui a su "préserver la culture propre et les valeurs ancestrales de Wallis-et-Futuna".

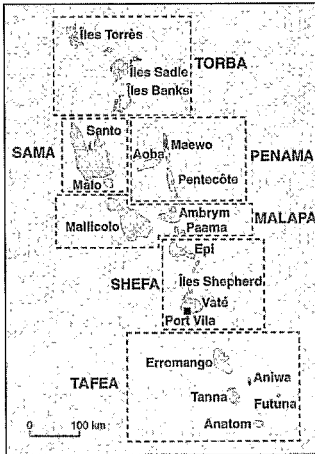
La vie est restée plus traditionnelle à Futuna, plus isolée. Les *falés* ouverts dominant encore l'habitat et les réunions quotidiennes des hommes, ou *tawasus*, assurent encore la transmission de la tradition orale et restent un des garants de l'équilibre social. L'introduction de la télévision en décembre 1994 bouleverse cependant les habitudes futuniennes. À Wallis, la plupart des *falés* sont fermés par des volets et les *tawasus* sont devenus rares; l'île, toujours accueillante, connaît des problèmes de délinquance et d'emploi et une émigration, quoique en baisse, vers la Nouvelle-Calédonie. Au recensement de 1996, la Nouvelle-Calédonie compte ainsi 17 763 Wallisiens et Futuniens, soit toujours plus que les 14 500 habitants estimés sur les îles mères (le recensement à Wallis-et-Futuna est en cours).

La forte dualité des sociétés wallisienne et futunienne s'exprime aussi entre une petite partie de l'économie devenue monétarisée et le maintien d'une forte économie traditionnelle, et donc informelle, dont les attachements au foncier et au coutumier rassurants vont à l'encontre d'un esprit d'entreprise plus aventureux. Le développement est lent et tributaire de la complexité des mécanismes socio-culturo-religieux auxquels l'appareil d'État doit faire face à tout moment. La gestion de l'environnement dans la perspective d'un développement durable est à l'ordre du jour des actions de l'Économie rurale qui associe aux programmes de reboisement des populations conscientes de la fragilité et de l'étroitesse de leurs milieux de vie. Alofi a ainsi toujours été une réserve écologique traditionnelle, interdite d'installation permanente. Soumis aux cyclones (Raja, 1986), risques tsunamiques et séismes (celui de 1993 rehaussa la côte sud de Futuna de près d'un mètre), les Futuniens craignent pour leur vie au point d'envisager un déplacement des villages de la bande littorale vers les plateaux.

VANUATU

POLITIQUE

L'année a été marquée par une grande instabilité due en grande partie à la lutte pour le pouvoir entre les deux leaders de l'Union des partis modérés (UPM), Serge Vohor et Maxime Carlot, et aux scandales financiers qui ont touché des membres du gouvernement.



Élu premier ministre en décembre 1995, au sein d'un gouvernement de coalition entre l'UPM et le National United Party (NUP) de Walter Lini, Serge Vohor démissionne 48 jours plus tard pour éviter de faire face à une motion de censure. Après de nombreuses tractations, Maxime Carlot est élu premier ministre le 23 février grâce à l'appui d'une faction de l'UPM et de l'United Front (UF), principal groupe du Parlement avec 20 sièges sur 50, dont le leader, Donald Kalpokas, devient vice-premier ministre.

En août, un remaniement ministériel permet d'écarter du ministère des Finances Barak Sopé (Parti progressiste mélanésien, PPM, un des membres de l'UF), gravement mis en cause dans un scandale financier qui porte atteinte à la crédibilité financière de Vanuatu. Les ministres du PPM et des petits partis démissionnent peu à peu et l'UF fini par éclater, laissant la coalition Carlot-Vanuaaku Pati (VAP) minoritaire.

Serge Vohor redevient premier ministre le 30 septembre grâce à une coalition entre le NUP, le MPP, Tan Union et le Fren Melanesian Party (FMP), Barak Sopé obtenant les postes de vice-premier ministre et de ministre du Commerce et de l'Industrie.

Peu de temps après, le 12 octobre, les forces paramilitaires de Vanuatu se rebellent à la suite de retards de paie et arrêtent pendant quelques heures le président de la République. L'affaire est rapidement réglée mais la situation reste tendue.

La médiatrice met à nouveau en cause les agissements de Barak Sopé et le 25 octobre, Serge Vohor écarte du cabinet les ministres MMP, dont Barak Sopé, Tan Union et FMP. Son nouveau cabinet, constitué fin octobre début décembre, repose maintenant sur une coalition élargie (35 députés) avec le retour du VAP qui s'était entre temps réconcilié avec Walter Lini. Les petits partis qui jouaient de leur influence sont écartés du jeu politique. Donald Kalpokas occupe le poste de vice-premier ministre et le nouveau ministre de la Justice, Walter Lini, a déferé devant les tribunaux une partie des membres de forces paramilitaires qui avaient défié le pouvoir.

VIE ÉCONOMIQUE

Les indicateurs économiques de Vanuatu continuent à montrer la dépendance de l'économie du pays par rapport à l'aide extérieure, celle de la France ayant doublé l'an passé. Le second trimestre s'est caractérisé par un important déficit de la balance commerciale, bien que les exportations aient notablement progressé d'un trimestre à l'autre (+ 65 %). Le développement du tourisme tend à une lente diversification des flux touristiques: si les Australiens représentent toujours plus de la moitié des visiteurs, le nombre de touristes venant de Nouvelle-Calédonie a augmenté de 31,3 %, d'après les chiffres fournis par le Bureau de la statistique.

VIE CULTURELLE

Après l'inauguration du nouveau Musée national de l'archipel à la fin novembre 1995, une remarquable exposition sur les arts de Vanuatu a débuté le 28 juin 1996. Le catalogue constitue une mise à jour très sérieuse sur ce que l'on sait aujourd'hui des arts et de la culture de Vanuatu et met en valeur les pièces sélectionnées par de grands musées européens (Paris et Bâle) parmi les fleurons de leurs collections. Cette exposition tournera ensuite à Nouméa, puis à Bâle et enfin à Paris. Cette exposition représente sans doute l'événement majeur de cette saison, rythmée cependant par les activités traditionnelles de l'Alliance française. Mentionnons enfin que les étudiants du cycle supérieur francophone ont entamé une campa-

VANUATU

QUELQUES POINTS DE REPÈRE

Géographie

- Archipel de 80 îles au nord-est de la Nouvelle-Calédonie.
- Trois volcans toujours en activité.
- Zone maritime étendue sur 900 000 km².

Histoire

- 1606 Arrivée des Portugais.
- 1887 Occupation des Nouvelles-Hébrides par les Français et les Anglais.
- 1906 Condominium franco-britannique; deux hauts-commissaires succèdent à l'administration militaire.
- 1980 Indépendance des Nouvelles-Hébrides qui prennent le nom de Vanuatu.
- 1987 Walter Lini premier ministre. Lui succèdent Donald Kalpokas (1991), Maxime Carlot (1991) et Serge Vohor (30 sept. 1996).

À noter

- Vanuatu est à la fois membre du Commonwealth et de la Francophonie.

gne de protestation contre le caractère autoritaire (selon eux) de leur orientation vers des diplômes courts dans l'enseignement supérieur français. L'issue de ce mouvement est encore incertaine. En octobre, le bâtiment de la faculté de Droit de l'USP (University of South Pacific), construit par la République populaire de Chine, a été inauguré lors du conseil d'administration de l'USP. Dans ces locaux sera donné un cours sur la "common law" en français, pour les étudiants francophones de Vanuatu.

Pour mieux connaître Vanuatu

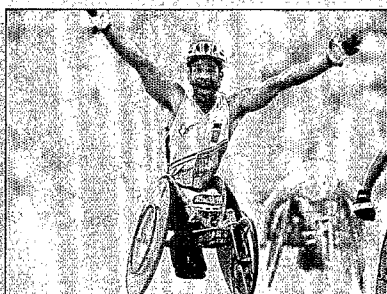
Né en 1961 dans l'île de Paama, Jacques Gédéon est le président de l'Association vanuataise des professeurs de français (AVPF); il a également, après avoir occupé divers postes d'enseignant, été en 1996 le chef de cabinet du ministre des Travaux publics et des Transports. Ce militant pour la francophonie est conteur, chanteur et poète. Il a représenté Vanuatu à la Quinzaine du Conte organisée par la Délégation territoriale aux Affaires culturelles de Nouvelle-Calédonie en 1992 et 1993 et aux Jeux de la Francophonie à Paris en 1994. Il a transcrit et traduit un certain nombre de contes de son pays en français; il a enregistré une cassette de chansons avec un groupe francophone en 1995 une seconde est en préparation. Ses poèmes ont été réunis en deux recueils parus à Port-Vila aux éditions Nakamal : *Poésies 1*, en 1988, *Poésie 2*, en 1989. Il prépare actuellement un recueil de souvenirs d'enfance *Le Temps d'un regard*, à paraître fin 1996.

BIBLIOGRAPHIE

- ANGLEVIEL F., "Bibliographie sélective, méthodique, analytique et critique de Wallis et Futuna, complément 1989-1995", *Études Mélanésiennes*, n° 30, mars 1996, pp. 74-95.
- BARBANÇON Louis-José, *La Terre du Lézard*, éditions Ile de Lumière, Livres écrits, 1995, 177 p.
- BENSA Alban, "Chroniques Kanak", n°s 17-18 de *Ethnies-Documents*, publié par Peuples autochtones et développement avec Survival International (France), 1995, 349 p.
- BERGER Bernard, *La Brousse en folie*, t. 10, *Petit bateau mais gros la cale*, Nouméa, B. Berger, 1996, 53 p. Bande dessinée.
- BOI Paula, *Symbole et réalité - pura ma komui*, Agence de Développement de la Culture Kanak, 1996, 16 p. [Catalogue de l'exposition réalisée en juillet 1996.]
- BRIDON Édouard et Eugène CHAUVÉAU, *Pour une histoire des mines de Nouvelle-Calédonie. Deux documents historiques*, Nouméa, SEHNC n° 56, 1996, 232 pages.
- CHAZE, M., *Vai. La rivière au ciel sans nuages*, Paris, Octavo, 1990, 93 p.
- Nouvelles tahitiennes**
- DAUPHINE Joël, *Christianisation et politique en Nouvelle-Calédonie au XIX^e siècle*, Nouméa, CTRDP, Point d'histoire n° 11, 1996, 89 p.
- FREYSS Jean, *Économie assistée et changement social en Nouvelle-Calédonie*, Paris, PUF, IEDES (Coll. Tiers Monde), 1995, 452 p.
- FRIMIGACCI Daniel, Muni KELETAONA, Claire MOYSE-FAURIE et Bernard VIENNE, *Ko le fomu tu'a limulimua - La tortue au dos moussu. Textes de tradition orale de Futuna*, Louvain-Paris/Paris Peeters/SELAF, Langues et cultures du Pacifique 11, 1995, 515 p.
- GAUTHIER Jacques, *Les Écoles populaires Kanak. Une révolution pédagogique?*, Paris, L'Harmattan, 1996, 301 p.
- GONTHIER Pascal, *Lapérouse, un destin égaré*, Nouméa (Coll. Grain de Sable), 1996, 79 p.
- GORODE Déwé, *L'Agenda*, Nouméa (Coll. Grain de Sable), 1996, 111 p.
- GORODE Déwé, *Par les temps qui courent...*, Nouméa (Coll. Grain de Sable), 1996, 79 p.
- IZOULET Jacques, *Mékétépoum, Histoire de la mission catholique dans l'île de Lifou au XIX^e siècle*, Paris, L'Harmattan, 1996, 191 p.
- JACQUES Claudine, *Nos silences sont si fragiles*, Éd. du Cagou, s. d., 1995, 130 p.
- KERDILÈS Chantal, *Itinéraire polynésien*, Pirae-Tahiti, Éd. Scoop, 1995, 320 p.
- LAUBREAUX Alin, *Le Rocher à la voile*, Grain de Sable, 1996, 212 p. (rééd. de 1930).
- LETOUBLON Françoise, *La Tribu dans la ville. Le 4^e km, val Rolda*, Nouméa, Grain de Sable, 1996, 79 p.
- MICHEL Louise, *Légendes et chansons de gestes canaques*, Nouméa, Grain de sable, 1996, 88 p. Édition établie par F. Bagliolo.
- MULJONO-LARUE Fidayanti, *L'immigration javanaise en Nouvelle-Calédonie de 1896 à 1950*, Nouméa, CTRDP, Points d'histoire n° 10, 1996, 118 p.
- Notre pays demain, réflexion philosophique et politique sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie*, ouvrage collectif, Reuillard, Éd. du Niaouli, 1996, 223 p.
- PANOFF Michel (éd.), *Trésors des îles Marquises*, Paris, ORSTOM, 1995, 140 p.
- REGNAULT Jean-Marc, *La Bombe française dans le Pacifique. L'implantation 1957-1964*, Pirae-Tahiti, Éd. Scoop, 1993, 186 p.
- REGNAULT J.-M., *Te metua, l'échec d'un nationalisme tahitien*, Papeete, Éd. Polymage, 1996, 240 p.
- ROOTS Hilary, *La Papaye. Le fruit des anges. 65 recettes à base de papaye*, Nouméa, Grain de Sable, 1996, 79 p.
- SAND Christophe, *"Le Temps d'avant". La préhistoire de la Nouvelle-Calédonie. Contribution à l'étude des modalités d'adaptation et d'évolution des sociétés océaniques dans un archipel du sud de la Mélanésie*, Paris, L'Harmattan, 1995, 356 p.
- SAURA Bruno, *Politique et religion à Tahiti*, Pirae-Tahiti, Éd. Scoop, 1993, 368 p.
- SCEMPLA Jean-Jo, *Le Voyage en Polynésie*, Paris, Robert Laffont (coll. Bouquins), 1994, 1264 p.
- TEISSIER-LANGRAF Marie-Claude, *Le Russe de Belfort, Trente-sept ans de voyages du peintre Nicolai Michoutouchkine en Océanie*, Suva, Institute of Pacific Studies, University of South Pacific, 1995, viii 107 p.
- TJIBAOU Jean-Marie, *La Présence Kanak*, recueil de textes établi et présenté par Alban Bensa et Eric Wittersheim, Éd. Odile Jacob, 1996, 326 p.
- Vanuatu/Océanie, *Art des îles de cendre et de corail*, Édition ORSTOM, 1996, 365 p.

L'ANNÉE FRANCOPHONE INTERNATIONALE

1997



8x9107 ex 1